



PLESTIN
les Grèves

"Commune Touristique"

COMMUNE DE PLESTIN-LES-GREVES
MAJORATION DE DELAI
D'INSTRUCTION

Permis d'aménager comprenant ou non des constructions et/ou
des démolitions

si vous souhaitez obtenir des informations sur votre dossier, adressez-vous :

Mairie
Place de la Mairie
22310 PLESTIN-LES-GREVES

Dossier : **PA 22194 22 C0002**

Déposé le 23/08/2022

Affiché le 24/08/2022

Nature des travaux :

Clôture

Adresse des travaux :

7 Hent Dal, Kerdrehoret
22310 PLESTIN-LES-GREVES

Demandeur :

LE TEO Catherine
18 Rue des Sources Forges
77630 SAINT-MARTIN-EN-BIERE

TERRAIN DE LA DEMANDE :

Références cadastrales : A1523, A658, A657, A656

Affaire suivie par : LEMAITRE Marinette - - marinette.lemaitre@lannion-tregor.com

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé le 23/08/2022 à la mairie de PLESTIN-LES-GREVES une demande de permis d'aménager comprenant ou non des constructions et/ou des démolitions, enregistrée sous les références portées dans le cadre ci-dessus.

Lors de ce dépôt, le récépissé de votre dossier indiquait qu'en cas de silence de l'Administration à la fin du délai d'instruction de droit commun (soit 3 mois), vous bénéficieriez d'une autorisation tacite.

Le récépissé vous informait également de la possibilité de modification de ce délai dans les conditions fixées au Code de l'Urbanisme.

Je vous informe que votre projet entre dans ce cadre et que son instruction nécessite une majoration du délai :

Votre projet requiert la consultation de la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites.

Le délai d'instruction de droit commun, indiqué ci-dessus, est donc modifié et **majoré de 2 mois**.

Le délai d'instruction de votre dossier commence à partir du moment où il est complet.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Fait à PLESTIN-LES-GREVES

Le 26/08/22

L'Adjoint délégué

LEON Frédéric



RAPPELS RÉGLEMENTAIRES

Validité : Conformément à l'article R. 424-17 du Code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité. Toutefois, en application des dispositions de l'article R. 424-20, lorsque le commencement des travaux est subordonné à une autorisation ou à une procédure prévue par une autre législation, le délai de trois ans mentionné à l'article R. 424-17 court à compter de la date à laquelle les travaux peuvent commencer en application de cette législation si cette date est postérieure à la notification visée à l'article R. 424-10 ou à la date à laquelle la décision tacite est intervenue.

Droits des tiers : Une autorisation est acquise sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles; servitudes de droit privé telle que : les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté, ou de passage; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

Obligation de souscrire une assurance dommages-ouvrages : Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code civil, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et suivants du Code des Assurances.

Délai et voies de recours : Si vous entendez contester la légalité de la présente lettre, vous pourrez saisir le Tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien, 3 Contour de la Motte - CS 44416 - 35044 Rennes Cedex) d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS suivant la date sa notification. Vous pourrez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'État, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).